

Egalité d'accès des peuples, sécurité et développement durable

par André Lajoinie*

La récente flambée des prix des produits pétroliers marque une rupture par rapport à la très forte détente qu'ont connue les marchés énergétiques internationaux depuis quinze ans. La période d'abondance et de bas prix a conduit à une sous-estimation des enjeux de civilisation qui se nouent autour des questions énergétiques. La hausse, d'autant plus ample que les cours atteints il y a dix-huit mois étaient exagérément bas, remet dans l'actualité les dimensions internationales et de long terme des choix dans ce domaine.

Pour le pétrole comme pour les autres énergies fossiles, les réserves ultimes sont finies. Compte tenu des techniques classiques et du rythme de consommation actuelle, le stock exploitable d'hydrocarbure liquide est de 45 ans, celui du gaz naturel de 60 et celui de charbon de 250 ans. Même si l'évolution de la technologie permet d'accéder à des nouveaux gisements, dans la deuxième moitié du 21^{ème} siècle, l'offre de pétrole et de gaz pourrait se réduire et se concentrer, encore plus qu'aujourd'hui, entre quelques pays. La tendance de long terme à la raréfaction de ces ressources impose d'être économe dans leur utilisation.

Accroître l'offre énergétique mondiale

Cette obligation morale vis à vis des générations futures est renforcée par l'émergence de la question du risque de réchauffement climatique. La conférence de Kyoto a marqué une prise de conscience internationale de

* Directeur d'Economie et Politique, A. Lajoinie est Président de la Commission de la Production et des échanges de l'Assemblée nationale.



Les trois quarts de la population de la planète ne disposent que du quart de la production énergétique mondiale.

ce problème. L'union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % à l'horizon 2010 par rapport à 1990. C'est un objectif juste et ambitieux mais difficile à atteindre. Il nécessite, lui aussi, de maîtriser et si possible de réduire l'utilisation d'énergies fossiles dont la combustion émet du gaz carbonique, principal responsable de l'effet de serre.

Ces deux contraintes convergentes se heurtent à la nécessité d'augmenter l'offre énergétique mondiale. En effet l'énergie c'est la vie. Elle est et restera une condition essentielle aux développements. Les inégalités d'accès à l'énergie à l'échelle mondiale – les 3/4 de la production est consommée par 1/4 de la population, les

consommations par habitant sont de 0,8 tonne équivalent pétrole (tep) par habitant dans les pays en développement contre 4,7 dans les pays industrialisés – recouvrent les inégalités de richesse. Les besoins, aujourd'hui, non solvables sont immenses. Nous pouvons espérer dans les prochaines décennies, une augmentation de la demande énergétique mondiale induite par l'expansion démographique et l'accès au développement des pays du sud. Il serait inacceptable qu'une pénurie d'énergie freine l'indispensable mouvement de résorption des inégalités de niveau de vie entre les peuples. Ainsi le Conseil mondial de l'énergie estime que la consommation actuelle de 9 milliards de tonnes équivalent pétrole (Gtep)

devrait plus que doubler d'ici à 2050.

Ces enjeux mondiaux et de long terme des choix énergétiques font apparaître une problématique que retrace la notion de développement durable. Comment satisfaire des besoins croissants en énergie, pouvant imposer le doublement de la production, sous contraintes de ressources limitées et de respect de l'environnement ? Ce défi implique une approche politique fondée sur l'intérêt général et dessinant l'avènement d'une forme de mission de service public mondial.

Ne pas gaspiller le gaz et le pétrole

En effet l'ouverture à la concurrence, l'entrée massive des intérêts privés dans le secteur énergétique et les progrès technologiques risquent de conduire à une utilisation excessive du gaz et du pétrole. La production d'électricité à partir d'énergies fossiles permet un temps de retour court sur le capital. Cette spécificité correspond aux exigences des investisseurs privés. Aussi pouvons-nous craindre une accentuation, ou tout au moins un maintien du déséquilibre actuel au profit de ces énergies à effet de serre dans la consommation mondiale. Aujourd'hui environ 90 % de l'énergie consommée dans le monde sont d'origine fossile. L'exemple de la Grande-Bretagne accrédite cette crainte. Neuf des dix premières centrales construites après la privatisation sont des centrales à gaz.

A l'inverse, la prévention d'un réchauffement global de la planète et du risque d'épuisement des ressources appellent des politiques énergétiques diversifiées. L'énergie idéale n'existe pas. Il n'y a pas de solution unique. Il faut donc utiliser toutes les sources disponibles et inciter aux économies d'énergie.

En l'état des connaissances, l'utilisation des ressources fossiles est incontournable au niveau mondial. Aussi faut-il veiller à développer pour ces énergies des technologies économes, réduisant les émissions. Pour le charbon, par exemple, la technique du lit fluidisé ouvre des possibilités d'utilisation "propres" des énormes stocks disponibles au plan international. La demande en produits pétroliers est très fortement dépendante du développement des transports. La pile à hydrogène apparaît comme une alternative crédible aux carburants à horizon d'un vingtain d'années. Elle

n'est pas pour autant une solution miracle. En effet, ce gaz doit être produit en consommant de l'énergie. Il convient donc de travailler au développement de méthodes efficaces pour en disposer massivement.

Développer les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables doivent être mises à contribution beaucoup plus qu'aujourd'hui. Elles ne couvrent à l'échelle mondiale que 7 % des besoins actuels. Leur potentiel de développement est important, particulièrement pour l'hydroélectricité. Compte tenu de leurs spécificités l'éolien et le solaire apparaissent quant à eux essentiellement comme des solutions d'appoint et de proximité, permettant de répondre à des situations spécifiques. Elles ne semblent toutefois pas pouvoir assurer des productions de masse. La génération de quantité d'énergie importante nécessite en effet de grandes surfaces. Pour disposer par exemple d'une puissance de 650 kWh, soit moins de 1 % de la capacité française, un ruban de cellules photovoltaïques de 3 mètres de large et d'un millier de kilomètres ou un ensemble de 900 éoliennes disposées sur environ 100 km sont nécessaires.

Face aux enjeux environnementaux mondiaux, l'énergie nucléaire est indispensable. Elle est très concentrée. A masse égale elle fournit plus de mille fois plus d'énergie qu'un combustible fossile sans contribuer à l'effet de serre. Elle est très compétitive comme l'a confirmé le récent rapport du commissariat au plan. Si le coût en investissement est élevé et par conséquent difficilement compatible avec les objectifs de rentabilité immédiate exigés pour les marchés, cette énergie offre néanmoins, au final, un kWh bon marché. Ceci explique les prix records atteints aux Etats Unis pour le rachat « d'occasion » d'unités nucléaires déjà amorties ou sur le point de l'être et produisant ainsi à coût marginal.

De plus le combustible ne représente que 20 % du coût du kilowatt électronucléaire contre 72 % dans le cas d'un cycle combiné à gaz. Cette particularité lui confère une grande stabilité. Le maintien des prix du pétrole et du gaz à des niveaux faibles avait fait oublier l'importance de cette caractéristique et de la notion d'indépendance énergétique vis à vis

des importations et des fluctuations de marché. L'actualité de ces derniers mois et la prochaine augmentation des prix du gaz domestique rappellent l'importance de ce concept pour les économies occidentales. Ainsi, en l'absence de parcs nucléaires, l'Italie a connu à la suite de l'augmentation des prix du pétrole et du gaz un doublement des tarifs de l'électricité pour les clients industriels et une majoration de 20 % pour les clients domestiques. Indubitablement le nucléaire a des atouts pour répondre aux défis énergétiques du 21ème siècle.

Le nucléaire, pilier d'un approvisionnement énergétique diversifié

Le programme d'équipement de la France en centrales nucléaires a pris fin en décembre 1999 avec le couplage au réseau de la 2ème tranche installée sur le site de Civaux. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins, avec d'un côté une infrastructure qui a prouvé son efficacité et d'un autre côté l'indispensable réflexion sur les voies à prendre pour le siècle qui s'ouvre. Je considère pour ma part que le nucléaire doit rester le pilier de notre approvisionnement énergétique. A cette fin, il faut dès maintenant travailler aux réacteurs du futur dont le monde de demain a besoin. Mais cette affirmation ne se suffit pas à elle-même. Elle appelle des actes. Dans une période de transition, l'attentisme n'est pas une politique. C'est aujourd'hui que se prennent les décisions concernant l'avenir énergétique. Les acteurs de la filière ne peuvent s'engager dans des recherches coûteuses que si le pouvoir politique affirme sa volonté de construire dans les faits l'avenir du nucléaire.

Au-delà de l'EPR qui relève de l'évolution des technologies existantes et dont il faut rapidement décider la construction d'une tête de série, des efforts sont à faire pour maîtriser les filières nucléaires « en rupture ou révolutionnaires », tels que les réacteurs à hauts rendements. Les réacteurs de demain doivent être à l'abri intrinsèquement de tout accident majeur, ils doivent réduire massivement, voire totalement, la masse des déchets générés, permettre l'élimination des stocks de plutonium militaire ou civil tout en obéissant aux critères de non prolifération et enfin se décliner dans des gammes de puissance faible afin d'être utilisables dans des

pays émergents ou en développement. Les États Unis, depuis 1999, ont relancé leur programme de recherche dans ces domaines, le Japon lui n'a jamais complètement arrêté. Il serait bon que la France et plus généralement l'Europe ne perdent pas leurs compétences et leur savoir-faire. Il convient aujourd'hui de prendre des décisions en ce sens.

Si le nucléaire est une chance, il ne faut pas occulter ses inconvénients et ses limites. Il nécessite un très haut niveau de sécurité et génère des combustibles irradiés dont, pour certains, la durée de vie dépasse l'horizon des prévisions humaines.

Garantir la crédibilité de l'information

Les progrès technologiques ne permettront pas de lever l'ensemble des inquiétudes vis à vis du nucléaire. Par ailleurs c'est dès aujourd'hui qu'il convient de répondre aux doutes de la population. La question des déchets est cruciale. Elle cristallise

beaucoup de craintes. Le parlement statuera en 2006 sur les solutions appropriées. Mais d'ores et déjà l'exigence d'une réversibilité du stockage, préservant la possibilité d'un traitement des combustibles irradiés, doit être entendue.

L'acceptabilité du nucléaire appelle que des efforts importants soient faits en terme de transparence. Il s'est développé, en effet, dans ce secteur, malgré les capacités éminentes des personnels, une culture du secret par crainte des réactions de la population. Malgré les améliorations, ce déficit de confiance demeure et est la plus importante menace pour le maintien de cette option énergétique. Il est indispensable de donner à l'ensemble de la population des garanties sur la crédibilité de l'information. Cette exigence est encore plus forte aujourd'hui que les producteurs d'électricité sont mis en concurrence. Face aux pressions des lois du marché, l'autorité des organismes de contrôle doit être affirmée. Il convient, égale-

ment, de renforcer les moyens consacrés en France à la radioprotection. Je souhaite à ce propos que le gouvernement puisse prochainement présenter un projet de loi relatif à la transparence dans le nucléaire comme il s'y était engagé.

Il est de la responsabilité des pays industrialisés de développer des moyens de production préservant l'atmosphère. Mais leur existence ne garantit pas leur utilisation dans les pays en développement. Il y a une dimension financière qu'il faut prendre en compte si nous voulons être à la hauteur du défi. Les besoins en capitaux sont considérables. Ils dépassent parfois les capacités de financement des États. Il ne serait pas sain que ces moyens ne proviennent que des marchés financiers.

Pour une maîtrise publique des décisions

Les prêteurs sur ces marchés exigent des taux de rentabilité de leurs capitaux incompatibles avec ceux de l'industrie énergétique et électrique en particulier. L'alternative pourrait être une réorientation profonde des institutions monétaires-financières internationales avec la création d'un fonds monétaire mondial pour le développement de l'accès à une énergie respectueuse de l'atmosphère. Ce fond viserait une création monétaire, sous la forme par exemple de droits de tirage spéciaux (DTS), en vue de la distribution de crédits à taux faibles, avec des critères d'allocation soutenant un développement prenant en compte les défis environnementaux. Les projets ne seraient plus jugés à l'aune de leur rentabilité financière mais en fonction de leur efficacité sociale et environnementale.

Concilier l'accès des peuples à l'énergie et à la défense de l'environnement est un défi considérable pour l'humanité. Toutes les ressources devront être mises à contribution. La France doit s'inscrire dans cette problématique. Sa prise en compte impose une maîtrise publique de ces décisions. Leur légitimité nécessite qu'un grand débat s'instaure dans notre pays sur ces questions. C'est dans cet esprit que, en tant que président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, j'ai souhaité organiser sur ce sujet une série de tables rondes où pourront être examinés les enjeux énergétiques du siècle qui s'ouvre. ■



Le droit à l'énergie pour tous devient une revendication populaire.